

Speaking notes for CAW-CEP - A Moment of Truth Workshop

By John Cartwright, President
Toronto and York Regional Labour Council

February 25, 2012

POUVOIR COMMUNAUTAIRE ET NÉGOCIATION POLITIQUE

- Dès sa formation, notre mouvement a entrepris deux types de négociation – la négociation collective afin d'établir les conditions d'emploi dans les milieux de travail, et la négociation politique afin d'établir les conditions de vie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du lieu de travail.
- Le mouvement syndical canadien se définit lui-même, à la base, comme un mouvement social, guidé par le slogan suivant : « Ce que nous souhaitons pour nous-mêmes, nous le souhaitons pour les autres ».
- Cette ligne de pensée nous a amenés à prendre position dès le début dans plusieurs dossiers, notamment l'éducation publique, les soins de santé universels, les régimes de pension publics, l'assurance-emploi, le transport en commun, les logements abordables, et une vaste gamme de services sociaux.
- Nous avons réussi en alliant mouvements populaires de masse et initiatives politiques officielles – il suffit de regarder les États-Unis pour réaliser à quel point la fenêtre politique peut être étroite en l'absence d'un parti social-démocrate ayant des racines syndicales, comme c'est le cas avec le NPD et le PQ, en dépit de leurs lacunes.
- Quels sont les parallèles entre le pouvoir en milieu de travail et le pouvoir communautaire?
- Nous savons ce qui nous assure du pouvoir travail – ce sont tout d'abord des membres engagés, éduqués, qui jouent un rôle proactif dans les relations de leur syndicat avec l'employeur.
- Ce pouvoir prend ensuite de l'ampleur grâce à une série d'alliances – avec des travailleurs de la même compagnie, d'autres travailleurs du secteur, parfois avec des travailleurs d'ailleurs dans la chaîne d'approvisionnement ou les travailleurs qui transportent le produit.
- Dans le meilleur des cas, ces alliances ne contribuent pas seulement à obtenir de meilleures conventions, mais offrent également plus d'occasions de recrutement.
- Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie des stratégies de négociation qui englobent des objectifs de recrutement, comme demander la reconnaissance syndicale ou la neutralité de l'employeur dans d'autres installations, ou exiger la syndicalisation des fournisseurs ou des travailleurs des opérations connexes.
- Dans l'économie d'aujourd'hui axée sur la mondialisation, les alliances par l'entremise de fédérations syndicales mondiales revêtent une toute nouvelle

importance. Malgré cela, elles ne peuvent être plus efficaces que notre véritable pouvoir sur le terrain.

CONSOLIDER LE POUVOIR COMMUNAUTAIRE

- Quels sont les parallèles avec la consolidation du pouvoir communautaire?
- À Toronto, comme dans plusieurs villes partout au pays, le mouvement syndical participe activement depuis plusieurs années aux initiatives plus générales de justice sociale.
- Pour ce faire, il mise principalement sur le Conseil du travail, qui rassemble des militants et des dirigeants de sections locales afin qu'ils collaborent sur des dossiers clés.
- Pour une section locale, la première alliance à l'extérieur de sa propre structure devrait être avec le conseil du travail de sa région.
- Les alliances plus vastes s'effectuent par des coalitions précises au sein de la communauté.
- Parfois, c'est nous qui amorçons ces coalitions, et parfois ce sont des groupes de la société civile qui nous approchent pour obtenir un soutien et du financement.
- Ce qui fait que ces coalitions deviennent plus puissantes, c'est la mesure dans laquelle les syndicats y consacrent les ressources nécessaires pour assurer leur viabilité à long terme, et la participation de leurs membres.
- À Toronto, une ville d'immigrants, les gens vivent en communautés géographiques, mais également en communautés ethniques ou ethnoraciales.
- La consolidation du pouvoir communautaire est la plus efficace lorsque nous pouvons tirer profit de la force que représentent nos membres, tant par le voisinage que par les autres liens qu'ils partagent.
- Souvent, ces liens sont culturels, mais ils peuvent également prendre la forme d'intérêts particuliers en tant que parents, de défenseurs de la justice sociale, d'utilisateurs du transport en commun, d'environnementalistes, et ainsi de suite.
- Mais nous commençons notre travail en identifiant d'abord l'endroit où les gens vivent, c'est-à-dire en demandant à nos syndicats de dresser la liste de leurs membres par code postal afin de les répartir en régions politiques ou circonscriptions pour qu'ils puissent être appelés à aller voter pour des candidats favorables aux syndicats ou pour influencer les politiciens à tous les niveaux du gouvernement, en commençant par les circonscriptions.
- Dans pratiquement chaque campagne à laquelle nous avons pris part, ce sont les pressions exercées par les électeurs sur les politiciens qui ont fait la différence.
- Parfois, ce sont les membres eux-mêmes, et parfois ce sont leurs connaissances des sources d'influence auprès du politicien qui ont été le facteur décisif.
- Il y a dix ans, notre Conseil du travail a donné pour tâche aux syndicats de solliciter la participation de leurs membres non seulement au travail, mais dans leur communauté.

- Nous avons fait un test avec les élections partielles d'un conseil scolaire. Plusieurs syndicats qui n'avaient aucun lien avec le conseil scolaire en question ont approché et réussi à faire participer leurs membres. Il en est résulté qu'une majorité au sein du conseil scolaire de Toronto a opté pour une stratégie de défi, appuyée par les conseils d'Ottawa et de Hamilton, ce qui a déclenché une crise politique à l'endroit du régime Harris. Leur prise de position a été rendue possible grâce à une campagne communautaire agressive qui exigeait des gouvernements qu'il *donne aux étudiants ce dont ils ont besoin pour réussir* (campagne intitulée *Give students what they need to succeed*).
- Notre stratégie la plus efficace consiste à avoir des réseaux sur le terrain qui collaborent avec les politiciens élus sur un enjeu stratégique.
- C'est de cette manière que nous avons remporté le combat contre la privatisation de l'eau, le combat *Made In Canada Matters* pour des véhicules de transport en commun construits localement, que nous avons empêché Wal-Mart d'envahir le quartier du cinéma de Toronto, et que nous avons fait reculer le régime de Rob Ford sur certaines compressions qu'il proposait.
- C'est de cette manière également que nous avons remporté la dernière ronde de négociation politique – le salaire minimum à 10 \$ en Ontario. Un projet de loi privée par la députée provinciale nouvellement élue Cheri DiNovo, appuyé par une coalition dirigée par le Conseil du travail et composée d'étudiants, de groupes d'immigrants, de militants communautaires contre la pauvreté, de journalistes et des néodémocrates, a fait plier le gouvernement McGuinty.
- Le résultat – une hausse salariale de l'ordre de 28 p. cent échelonnée sur trois ans pour des centaines de milliers de travailleurs à faible revenu – est tout simplement incroyable.
- Lorsque nos alliés ont vu ce que le mouvement syndical avait fait – investir du temps et des ressources dans un combat qui touchait somme toute très peu de syndiqués –, ils nous ont fait part de leur reconnaissance à la suite de l'aide concrète que nous avons offerte aux électeurs.
- Bon nombre de ces mêmes alliés se sont joints à nous pour lancer la coalition *De bons emplois pour tous*, qui a lutté pour une réforme de l'assurance-emploi et des emplois verts pour tous.
- De quelle manière les alliés communautaires peuvent-ils aider les syndicats? Nous nous tournons vers eux pour obtenir un soutien dans les combats difficiles – il n'y a qu'à penser à ceux qui étaient présents à London lors du rassemblement contre Caterpillar.
- On compte un certain nombre de victoires qui nous a permis de sauver, voire de créer, des emplois syndiqués grâce à l'apport de nos alliés – des combats contre la privatisation aux politiques d'approvisionnement, en passant par le recyclage des déchets solides et l'amélioration des normes de travail des travailleurs à faible revenu, comme la campagne *Hotel Workers Rising*.
- Regardons comment nos alliés peuvent nous aider à recruter. À Toronto, le Conseil régional des métallurgistes a forgé un lien étroit avec la communauté

tamoule, au point où les travailleurs tamouls canadiens veulent former un syndicat vers qui ils pourront se tourner. Il y a quelques années, le Syndicat des peintres en bâtiment a fait une percée dans l'industrie du stuc en travaillant de concert avec les imams de la communauté turque. Le SCEP a pour sa part recruté les travailleurs des trois journaux quotidiens de langue chinoise de la région de Toronto, et c'est à lui que l'on doit le manuel de négociation en langue chinoise. L'engagement des TUAC envers les travailleurs migrants a contribué à renforcer les capacités afin de faire participer les nouveaux immigrants aux campagnes de recrutement. L'AFPC et d'autres syndicats ont mis en place une approche concertée à l'égard des Premières nations dans le Nord qui a porté ses fruits puisqu'il y a eu de nouvelles accréditations. Tous ces exemples témoignent du syndicalisme communautaire et contribuent à consolider le pouvoir communautaire.

- Notre propos se résume ainsi : l'investissement dans le pouvoir communautaire – tant par l'entremise de nos membres que par des coalitions – est essentiel au 21^e siècle.

EN QUOI UN NOUVEAU SYNDICAT SERAIT PLUS EFFICACE

Selon moi, si votre nouveau syndicat se donne pour objectif de changer la dynamique du mouvement syndical au Canada, il devra avoir un certain nombre de caractéristiques clés :

- Dans chaque ville et collectivité, il devra être l'un des moteurs d'un mouvement de travailleurs syndiqués qui est au cœur des principales coalitions communautaires.
- Les sections locales recevront comme mandat de désigner des militants pour consolider le pouvoir communautaire. Leur rôle ne sera pas seulement symbolique – ils devront faire partie intégrante de la structure du pouvoir local, par exemple en occupant un poste précis au sein du conseil exécutif local.
- Les sections locales recevront également comme mandat de passer en revue les possibilités de recrutement au sein de leur communauté, et seront récompensées pour leur contribution dans les campagnes de recrutement.
- Le syndicat adoptera et mettra en application un programme complet en matière d'équité, en veillant à ce que les femmes, les travailleurs autochtones et des minorités visibles occupent des postes à tous les niveaux décisionnels et niveaux de direction. À l'échelle régionale, le syndicat mettra sur pied des réseaux de membres provenant de communautés précises qui sont représentatives de la composition actuelle de la main-d'œuvre au Canada.
- Le secteur responsable du recrutement du syndicat fera appel à des militants provenant de différentes communautés dont la tâche consistera

à informer les gens et à aider à la mise sur pied de campagnes de recrutement, dans plusieurs langues s'il le faut.

- Le service du syndicat responsable de l'éducation élaborera des programmes de formation à l'intention des militants qui porteront notamment sur la participation concrète à des campagnes communautaires.
- Le syndicat prendra les mesures nécessaires pour créer des bases de données, que ce soit au niveau local ou à un niveau plus élevé, afin d'assurer le suivi des renseignements sur chaque membre, notamment sa participation à des campagnes, les groupes d'affinités, etc.
- Dans chaque ronde de négociation importante, le personnel et le comité examineront le rôle que pourraient jouer les alliés communautaires en préparation d'une grève ou d'un lock-out ou pendant ceux-ci. Par ailleurs, ils vérifieront si des objectifs de recrutement doivent être inclus dans les demandes contractuelles ou l'approche de négociation.

AGIR LOCALEMENT, PENSER GLOBALEMENT

Nos syndicats ont été créés au départ par des gens qui se sont mis à discuter de moyens d'améliorer leur vie au travail. Ces conversations avaient rarement lieu dans la salle à manger au travail – elles se déroulaient plutôt dans les bars avoisinants, dans les salles de réunion d'un groupe ethnique, ou autour d'une table de cuisine. Il convient de se rappeler qu'une proportion très faible de nos membres actuels a pu choisir le syndicat auquel ces membres voulaient s'affilier – pour la plupart d'entre eux, ils ont obtenu un emploi dans un milieu de travail syndiqué et n'ont reçu, à la rigueur, qu'une séance d'information de quelques minutes de la part de leur délégué syndical local.

Dans cette économie mondiale, nous devons reprendre contact avec la base si nous voulons trouver la force nécessaire pour nous élever contre les puissantes compagnies et leurs valets du milieu politique. Le nombre de nos membres qui travaillent dans les grandes usines ou manufactures, qui dominaient autrefois la culture de nos communautés, étant sans cesse en décroissance, nous devons trouver de nouvelles façons de bâtir le pouvoir de la classe ouvrière. J'estime que la meilleure manière d'y parvenir est de revenir à nos origines – c'est-à-dire des efforts patients, intenses et continus, comme ceux déployés par les fondateurs de nos syndicats. Les conversations futures autour des tables de cuisine – au sujet de l'avenir que nous voulons pour nos familles, nos voisins, notre monde – seront la clé de notre succès en ce 21^e siècle.

En 2008, le Conseil du travail a lancé une discussion sur l'avenir de la main-d'œuvre canadienne en préparation au congrès du CTC. Les documents, qui sont pour la plupart

pertinents pour le projet de création d'un nouveau syndicat canadien, peuvent être consultés sur le site suivant : labouraction.ca.